

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 83 — 1145

1er JUILLET 1983. — Loi modifiant la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Modifications à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises

Article 1er. L'article 1er de la loi du 17 juillet 1975, relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, modifié par l'article 1er de l'arrêté royal n° 22 du 15 décembre 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « entreprises » :

- » 1° les personnes physiques ayant la qualité de commerçant;
- » 2° les sociétés commerciales ou à forme commerciale;
- » 3° les organismes publics qui exercent une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel;
- » 4° les organismes, non visés aux 2° et 3°, dotés ou non d'une personnalité juridique propre qui exercent avec ou sans but de faire une activité à caractère commercial, financier ou industriel, auxquels les dispositions du présent chapitre sont, par catégories d'organismes, rendues applicables par arrêté royal.
- » les personnes physiques qui n'ont pas leur domicile en Belgique ainsi que les entreprises de droit étranger visées aux 2°, 3° et 4° de l'alinéa 1er ne sont soumises aux dispositions du présent chapitre qu'en ce qui concerne les succursales et sièges d'opérations qu'elles ont établis en Belgique. L'ensemble de leurs succursales et sièges d'opérations dans le pays est considéré comme une entreprise. Les livres, comptes et pièces justificatives relatifs à ces sièges et succursales sont conservés en Belgique.

» Les arrêtés qui rendent les dispositions du présent chapitre applicables à des entreprises visées au 4° du premier alinéa, adaptent les obligations résultant, pour les entreprises concernées, des

(1) Session 1980-1981.

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 925-1.

Session 1981-1982.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 103-1. — Amendements, n° 103-2 et 3. — Rapport n° 103-4. — Amendement, n° 103-5. — Rapport complémentaire, n° 103-6. — Projet amendé par le Sénat, n° 103-7. — Amendements, n° 103-8. — Rapport, n° 103-9. — Amendements, n° 103-10. — Rapport complémentaire, n° 103-14.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 31 mars, 12 et 27 mai, 9 décembre 1982, 28 avril et 11 mai 1983.

Session 1981-1982.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre, n° 250-1. — Rapport, n° 250-2. — Amendements, n° 250-3. — Projet réamendé par la Chambre, n° 250-4. — Rapport n° 250-5.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 24 juin 1982, 7 et 9 juin 1983.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 83 — 1145

1 JULI 1983. — Wet tot wijziging van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen

Artikel 1. Artikel 1 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder « ondernemingen » verstaan :

- » 1° de natuurlijke personen die koopman zijn;
- » 2° de handelsvennootschappen en de vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen;
- » 3° de openbare instellingen die een statutaire opdracht vervullen van commerciële, financiële of industriële aard;
- » 4° de instellingen, niet bedoeld in het 2° en het 3°, al dan niet met eigen rechtspersoonlijkheid die, met of zonder winstoogmerk, een commercieel, financieel of industrieel bedrijf uitoefenen en waarop dit hoofdstuk, per soort van instellingen, van toepassing wordt verklaard door een koninklijk besluit.

» Voor natuurlijke personen zonder woonplaats in België en voor ondernemingen, zoals bedoeld in het 2°, het 3° en het 4° van het eerste lid, naar buitenlands recht, zijn de bepalingen van dit hoofdstuk alleen van toepassing op hun in België gevestigde bijkantoren en centra van werkzaamheden, met dien verstande dat hun gezamenlijke bijkantoren en centra van werkzaamheden in België als één onderneming worden beschouwd. De boeken, rekeningen en verantwoordingsstukken betreffende die bijkantoren en centra worden in België bewaard.

» In de besluiten waarbij de bepalingen van dit hoofdstuk van toepassing worden verklaard op ondernemingen bedoeld in het 4° van het eerste lid, worden de verplichtingen die voor de betrokken

(1) Zitting 1980-1981.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 925-1.

Zitting 1981-1982.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet nr. 103-1. — Amendementen, nr. 103-2 en 3. — Verslag nr. 103-4. — Amendement nr. 103-5. — Aanvullend verslag nr. 103-6. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat nr. 103-7. — Amendementen nr. 103-8. — Verslag nr. 103-9. — Amendementen nr. 103-10 tot 13. — Aanvullend verslag nr. 103-14.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 31 maart, 12 en 27 mei, 9 december 1982, 28 april en 11 mei 1983.

Zitting 1981-1982.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp aangezonden door de Kamer nr. 250-1. — Verslag nr. 250-2. — Amendementen nr. 250-3. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer nr. 250-4. — Verslag nr. 250-5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 24 juni 1982, 7 en 9 juni 1983.

dispositions des arrêtés pris en exécution de la présente loi, à ce que requièrent la nature particulière des activités et le statut légal des entreprises en cause. »

Art. 2. A l'article 4, alinéa 3 de la même loi, modifié par l'article 3 de l'arrêté royal n° 22 du 15 décembre 1978, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Les mouvements totaux enregistrés au cours de la période dans le journal auxiliaire unique ou dans les journaux spécialisés font, mensuellement au moins, l'objet d'une écriture récapitulative dans un livre central. »

Art. 3. A l'article 7 de la même loi est ajouté un cinquième alinéa libellé comme suit :

« La seconde phrase du premier alinéa ainsi que les alinéas 2 et 4 du présent article ne s'appliquent pas à l'inventaire et aux comptes annuels à établir par les commerçants personnes physiques ainsi que les sociétés en nom collectif ou en commandite simple visés à l'article 5. »

Art. 4. A l'article 8 de la même loi, modifié par l'article 5 de l'arrêté royal n° 22 du 15 décembre 1978, les §§ 2, 3 et 4 sont remplacés par la disposition suivante :

« § 2. Les livres et journaux sont tenus de manière à garantir leur continuité matérielle ainsi que la régularité et l'irréversibilité des écritures.

» Le Roi fixe les règles selon lesquelles ces livres et journaux sont tenus et conservés. Il peut remplacer ou permettre de remplacer, aux conditions qu'il détermine, le dispositif prévu à l'article 4, alinéas 3 et 4, par d'autres garantissant la continuité matérielle des journaux et livres ainsi que la régularité et l'irréversibilité des écritures. »

Art. 5. A l'article 9, § 2, de la même loi, modifié par l'article 6 de l'arrêté royal n° 22 du 15 décembre 1978, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 6. A l'article 10 de la même loi, modifié par l'article 38 de la loi du 24 mars 1978, l'alinéa unique est transformé en un § 1 et un § 2 est inséré, libellé comme suit :

« § 2. Le Roi peut imposer aux entreprises qui n'y sont pas tenues en vertu des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le contrôle et la publicité de leurs comptes annuels ainsi que l'établissement et la publicité d'un rapport de gestion et d'un rapport de contrôle relatif à ces comptes selon les règles et modalités et dans les délais qu'il fixe. La présente disposition ne s'applique pas aux commerçants personnes physiques, ni aux sociétés en nom collectif ou en commandite simple dont tous les associés sont des personnes physiques.

» En ce qui concerne les organismes publics soumis à l'application de l'alinéa 1er, il peut déterminer des règles particulières et prévoir le dépôt dans un délai qu'il fixe, prenant cours à la date de clôture de l'exercice, même si la procédure de contrôle et d'approbation à laquelle les comptes annuels sont le cas échéant soumis, n'est pas encore terminée. Dans ce cas, il est explicitement signalé que la procédure en cause n'est pas encore terminée.

» Le présent paragraphe ne s'applique pas aux entreprises visées à l'article 12, § 2. »

Art. 7. L'article 11 de la même loi, modifié par l'article 7 de l'arrêté royal n° 22 du 15 décembre 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. — Le Roi peut :

» 1° imposer aux entreprises qu'il détermine l'établissement, le contrôle et la publicité de comptes consolidés, ainsi que l'établissement et la publicité d'un rapport de gestion et d'un rapport de contrôle relatifs à ces comptes consolidés, selon les règles et modalités et dans les délais qu'il fixe;

» 2° adapter et compléter les règles arrêtées en application de l'article 4, alinéa 6, de l'article 7, alinéa 4 et des articles 10 et 11, 1°, selon les branches d'activités ou secteurs économiques;

» 3° en ce qui concerne les entreprises qui ne dépassent pas une certaine taille qu'il définit, adapter et compléter les règles arrêtées en application de l'article 4, alinéa 6, de l'article 7, alinéa 4 et des articles 10 et 11, 1° et 2°, ou prévoir l'exemption de tout ou

ou d'entreprises devant être tenues en compte par les entreprises visées à l'article 12, § 2. »

Art. 2. In artikel 4, derde lid van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978, wordt de eerste volzin vervangen door :

« Voor gezamenlijke mutaties die in de loop van de periode in het ongesplitste hulpdagboek of in de bijzondere hulpdagboeken zijn geregistreerd, wordt ten minste eens in de maand een samenvattende boeking verricht in een centraal boek. »

Art. 3. Aan artikel 7 van dezelfde wet wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De tweede zin van het eerste lid, alsmede het tweede en het vierde lid van dit artikel zijn niet van toepassing op de inventaris en de jaarrekening op te maken door de in artikel 5 bedoelde natuurlijke personen die koopman zijn, de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen. »

Art. 4. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978, worden de §§ 2, 3 en 4 vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De boeken worden op zodanige wijze gehouden dat de materiële continuïteit ervan, evenals de regelmatigheid en de onveranderlijkheid van de boekingen zijn verzekerd.

» De Koning stelt nadere regels voor het houden en bewaren van de boeken. Hij kan de werkwijze, voorgeschreven in artikel 4, derde en vierde lid, vervangen of toestaan dat ze onder de voorwaarden die Hij bepaalt, wordt vervangen door een andere die de materiële continuïteit van de boeken evenals de regelmatigheid en de onveranderlijkheid van de boekingen waarborgt. »

Art. 5. In artikel 9, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978, wordt de tweede volzin opgeheven.

Art. 6. In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 38 van de wet van 24 maart 1978, wordt na het enige lid, dat § 1 wordt, een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De Koning kan de ondernemingen die door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet verplicht worden tot het laten controleren en openbaar maken van hun jaarrekening en tot het opmaken en het openbaar maken van een jaarverslag en een controleverslag over de jaarrekening, verplichten zulks te doen volgens de regels, op de wijze en binnen de termijnen die Hij bepaalt. Deze bepaling is evenwel niet van toepassing op de natuurlijke personen die koopman zijn, noch op de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen waarvan alle vennoten natuurlijke personen zijn.

» Ten aanzien van de openbare instellingen die onder het eerste lid vallen, kan Hij bijzondere regels stellen en voorschrijven dat de neerlegging zal geschieden binnen een door Hem te bepalen termijn, te rekenen van de datum van jaarafsluiting, ook al is de procedure van toezicht en van goedkeuring waaraan de jaarrekening in voorkomend geval onderworpen is, nog niet beëindigd. In dat geval wordt uitdrukkelijk vermeld dat de bedoelde procedure nog niet beëindigd is.

» Deze paragraaf is niet van toepassing op de ondernemingen bedoeld in artikel 12, § 2. »

Art. 7. Artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 22, van 15 december 1978 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. — De Koning kan :

» 1° de ondernemingen die Hij aanwijst verplichten tot het opmaken, het laten controleren en het openbaar maken van een geconsolideerde jaarrekening, evenals tot het opmaken en het openbaar maken van een jaarverslag en een controleverslag over die geconsolideerde jaarrekening, volgens de regels, op de wijze en binnen de termijnen die Hij bepaalt;

» 2° de door Hem op grond van de in artikelen 4, zesde lid, 7, vierde lid, 10 en 11, 1°, gestelde regels aanpassen en aanvullen, naargelang van de bedrijfstakken of economische sectoren;

» 3° voor de ondernemingen die een zekere omvang, door Hem bepaald, niet te boven gaan, de door Hem op grond van de in artikelen 4, zesde lid, 7, vierde lid, 10 en 11, 1° en 2°, gestelde regels aanpassen en aanvullen, alsmede voor die onder-

partie de ces règles. Ces adaptations et exemptions peuvent varier selon l'objet des arrêtés susvisés et selon la forme juridique de l'entreprise .»

Art. 8. L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. — § 1. Les entreprises qui répondent aux critères prévus au § 2 ont la faculté d'établir, de présenter à l'assemblée générale des associés et de publier leurs comptes annuels selon un schéma abrégé fixé par le Roi.

• § 2. Le § 1er s'applique aux entreprises qui ne dépassent pas plus d'une des limites suivantes :

- nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle 50;
- chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée, 80 millions de francs;
- total du bilan 40 millions de francs;

sauf si le nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle, dépasse 100.

Le Roi peut modifier les chiffres prévus à l'alinéa précédent; Il détermine les modalités de leur calcul.

• § 3. Si une entreprise répondant aux critères prévus au § 2 est soumise aux arrêtés pris en exécution de l'article 15b, alinéa 2 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, elle est tenue de communiquer au conseil d'entreprise, en même temps que les comptes annuels s'ils sont établis selon le schéma abrégé, les données regroupées ou omises en application du § 1er .»

Art. 9. A l'article 13 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 2, les mots « des articles 10 et 11, 1°, et de l'article 12, alinéa 2 », sont remplacés par les mots « des articles 10, 11, 1° et 3°, et 12 ».

2° Il est ajouté un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Les arrêtés pris en exécution de l'article 1er, premier alinéa, 4°, et les arrêtés qui les modifient sont pris sur avis des organisations représentatives des entreprises concernées ».

Art. 10. A l'article 15 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la première phrase les mots, *in fine*, « et des articles 10 et 11 » sont remplacés par les mots « et des articles 10, 11 et 12 »;

2° la seconde phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Ce pouvoir est exercé dans les mêmes formes par le Ministre des Classes moyennes, en ce qui concerne les entreprises visées à l'article 12, § 2 ».

Art. 11. A l'article 16, § 2 de la même loi, les mots « et les articles 10, 11, 2°, et 15 » sont remplacés par les mots « l'article 10, § 1, l'article 11, 2°, et l'article 15 ».

Art. 12. A l'article 17 de la même loi, modifié par l'article 58 de la loi du 30 mars 1976 et par l'article 9 de l'arrêté royal n° 22 du 15 décembre 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le premier alinéa les mots « de l'article 8, § 2 » sont insérés après les mots « de l'article 7, alinéa 4 »;

2° dans le second alinéa les mots « et de leurs arrêtés d'exécution » sont insérés entre les mots « des articles 6, 8 et 9 » et « en tant qu'elles concernent »;

3° le troisième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Sont punis d'une amende de cinquante à dix mille francs, ceux qui, en qualité de commissaire, de commissaire-réviseur, de réviseur ou d'expert indépendant, ont attesté ou approuvé des comptes, des comptes annuels, des bilans et des comptes de résultats ou des comptes consolidés d'entreprises, lorsque les dispositions mentionnées à l'alinéa 1er n'ont pas été respectées, soit en sachant qu'elles ne l'avaient pas été, soit en n'ayant pas accompli les diligences normales pour s'assurer qu'elles avaient été respectées. Ils sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement, s'ils ont agi avec une intention frauduleuse ».

nemingen vrijstelling geven van de toepassing van alle of bepaalde van die regels. Deze aanpassingen, aanvullingen en vrijstellingen kunnen verschillen naar gelang van het voorwerp van de bedoelde besluiten en de rechtsvorm van de onderneming. »

Art. 8. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12. — § 1. De ondernemingen die voldoen aan de criteria vermeld in § 2, kunnen hun jaarrekening opmaken, aan de algemene vergadering van aandeelhouders voorleggen en openbaar maken volgens een verkort schema dat door de Koning wordt vastgesteld.

• § 2. Het bepaalde in § 1 is van toepassing op de ondernemingen die niet meer dan één der volgende criteria overschrijden :

- jaargemiddelde van het personeelsbestand 50;
- jaarmzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, 80 miljoen frank;
- balanstotaal 40 miljoen frank;

tenzij het jaargemiddelde van het personeelsbestand meer dan 100 bedraagt.

De Koning kan de in het vorige lid vermelde cijfers wijzigen; Hij bepaalt de wijze waarop ze worden berekend.

• § 3. Wanneer een onderneming die voldoet aan de criteria van § 2, valt onder de besluiten ter uitvoering van artikel 15b, tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, en haar jaarrekening volgens het verkort schema heeft opgemaakt, moet zij aan de ondernemingsraad samen met die jaarrekening de gegevens meedelen die in toepassing van § 1 zijn samengevoegd of weggelaten. »

Art. 9. In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het tweede lid worden de woorden « de artikelen 10 en 11, 1° en artikel 12, tweede lid », vervangen door de woorden « de artikelen 10, 11, 1° en 3°, en 12 ».

2° Een derde lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« De besluiten ter uitvoering van artikel 1, eerste lid, 4°, en de wijzigingsbesluiten worden genomen na advies van de organisaties die de betrokken ondernemingen vertegenwoordigen ».

Art. 10. In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste volzin worden de woorden, *in fine*, « en van de artikelen 10 en 11 » vervangen door de woorden « en van de artikelen 10, 11 en 12 »;

2° de tweede volzin wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Deze bevoegdheid wordt op dezelfde wijze door de Minister van Middenstand uitgeoefend ten aanzien van de ondernemingen bedoeld in artikel 12, § 2 ».

Art. 11. In artikel 16, § 2, van dezelfde wet worden de woorden « en de artikelen 10, 11, 2°, en 15 » vervangen door de woorden « artikel 10, § 1, artikel 11, 2°, en artikel 15 ».

Art. 12. In artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 58 van de wet van 30 maart 1976 en bij artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van artikel 8, § 2 » ingevoegd na de woorden « van artikel 7, vierde lid »;

2° in het tweede lid worden de woorden « en van de besluiten ter uitvoering daarvan » ingevoegd tussen de woorden « artikelen 6, 8 en 9 » en « in zover zij betrekking hebben »;

3° het derde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank wordt gestraft hij die als commissaris, commissaris-revisor, revisor of onafhankelijk deskundige rekeningen, jaarrekeningen, balansen en resultatenrekeningen of geconsolideerde rekeningen van ondernemingen attesteert of goedkeurt, terwijl niet is voldaan aan de in het eerste lid genoemde bepalingen, en hij daarvan kennis heft of niet heeft gedaan wat hij had moeten doen om zich te vergewissen of aan die bepalingen is voldaan. Hij wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met één van die straffen alleen, als hij met bedrieglijk opzet heeft gehandeld ».

CHAPITRE II

Nouvelle version néerlandaise de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises

Art. 13. Les dispositions suivantes constituent la version néerlandaise de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, telle qu'elle a expressément été modifiée et complétée par les lois du 30 mars 1976 et du 24 mars 1978, par l'arrêté royal n° 22, du 15 décembre 1978 et par la présente loi.

HOOFDSTUK II

Nieuwe Nederlandse tekst van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen

Art. 13. De hiernavolgende bepalingen vormen de Nederlandse tekst van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, zoals ze uitdrukkelijk is gewijzigd en aangevuld bij de wetten van 30 maart 1976 en van 24 maart 1978, bij het koninklijk besluit nr. 22, van 15 december 1978 en bij deze wet.

Wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen

HOOFDSTUK I. — *Boekhouding en jaarrekening van de ondernemingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt onder « ondernemingen » verstaan :

- 1° de natuurlijke personen die koopman zijn;
- 2° de handelsvennootschappen en de vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen;
- 3° de openbare instellingen die een statutaire opdracht vervullen van commerciële, financiële of industriële aard;

4° de instellingen, niet bedoeld in het 2° en het 3°, al dan niet met eigen rechtspersoonlijkheid die, met of zonder winstoogmerk, een commercieel, financieel of industrieel bedrijf uitoefenen en waarop dit hoofdstuk, per soort van instellingen, van toepassing wordt verklaard door een koninklijk besluit.

Voor natuurlijke personen zonder woonplaats in België en voor ondernemingen zoals bedoeld in het 2°, het 3° en het 4° van het eerste lid, naar buitenlands recht, zijn de bepalingen van dit hoofdstuk alleen van toepassing op hun in België gevestigde bijkantoren en centra van werkzaamheden, met dien verstande dat hun gezamenlijke bijkantoren en centra van werkzaamheden in België als één onderneming worden beschouwd. De boeken, rekeningen en verantwoordingsstukken betreffende die bijkantoren en centra worden in België bewaard.

In de besluiten waarbij de bepalingen van dit hoofdstuk van toepassing worden verklaard op ondernemingen bedoeld in het 4° van het eerste lid, worden de verplichtingen die voor de betrokken ondernemingen voortvloeien uit de besluiten ter uitvoering van deze wet, aangepast aan wat vereist wordt door de bijzondere aard van de werkzaamheid of door het wettelijk statuut van de betrokken ondernemingen.

(Aldus vervangen bij art. 1 van deze wet.)

Art. 2. Elke onderneming voert een voor de aard en de omvang van haar bedrijf passende boekhouding en neemt de bijzondere wetsvoorschriften betreffende dat bedrijf in acht.

Art. 3. De boekhouding van rechtspersonen omvat al hun verrichtingen, bezittingen, vorderingen, schulden en verplichtingen van welke aard ook. De boekhouding van de natuurlijke personen die koopman zijn, omvat dezelfde gegevens betreffende hun bedrijf; de eigen middelen aan dat bedrijf verstrekt, worden afzonderlijk vermeld.

Indien een onderneming onderscheiden bedrijven in economische zin uitoefent, wordt voor elk van die bedrijven een afzonderlijk systeem van rekeningen aangelegd.

Wanneer het bedrijf van een onderneming ook werkzaamheden omvat die zij als zaakvoerder of deelgenoot in een tijdelijke handelsvereniging of in een handelsvereniging bij wijze van deelneming verricht, wordt haar boekhouding derwijze aangepast dat ze naar het voorschrift van het eerste lid volledig is, zowel wat betreft de betrekkingen met derden als wat betreft de rekening en verantwoording die door de deelgenoten onderling of door zaakvoerder en deelgenoten aan elkaar moet worden gedaan.

(Het derde lid aldus vervangen bij art. 2 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978)

Art. 4. Elke boekhouding wordt door middel van een stelsel van boeken en rekeningen gevoerd met inachtneming van de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden.

Alle verrichtingen worden zonder uitstel, getrouw, volledig en naar tijdsorde ingeschreven in een ongesplitst dagboek of in een hulpdagboek, al dan niet gesplitst in bijzondere hulpdagboeken. Ze worden methodisch ingeschreven in of overgebracht naar de rekeningen waarop ze betrekking hebben.

Voor gezamenlijke mutaties die in de loop van de periode in het ongesplitste hulpdagboek of in de bijzondere hulpdagboeken zijn geregistreerd, wordt ten minste eens in de maand een samenvattende boeking verricht in een centraal boek. Die recapitulatie geschiedt ten minste eens in de drie maanden voor de in artikel 5 bedoelde ondernemingen die hun boekhouding voeren overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 3 en 4.

De in het vorige lid bedoelde recapitulatie omvat, hetzij het totaal van de boekingen in de gezamenlijke hulpdagboeken, uitgesplitst volgens de betrokken hoofdrekeningen die in het rekeningenstelsel van de onderneming voorkomen, hetzij het totaal van de boekingen in elk van de hulpdagboeken, wanneer de onderneming een boekhouding voert waarbij de aantekening tegelijk in de hulpdagboeken en op de betrokken rekeningen geschiedt.

De rekeningen worden ondergebracht in een voor het bedrijf van de onderneming passend rekeningenstelsel ingericht naar de eisen van de bedrijfsuitoefening van de onderneming. Dit rekeningenstelsel wordt zowel in de zetel als in de belangrijke boekhoudafdelingen voortdurend ter beschikking gehouden van belanghebbenden.

De Koning bepaalt de minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel. Hij stelt vast wat de rekeningen van dat stelsel moeten bevatten en hoe ze moeten worden gebruikt.

(Het tweede, derde en vierde lid aldus vervangen bij art. 3 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978, het derde lid vervolgens gewijzigd bij art. 2 van deze wet.)

Art. 5. De natuurlijke personen die koopman zijn, de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire, vennootschappen waarvan de omzet over het laatste boekjaar, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, een door de Koning bepaald bedrag niet overschrijdt, behoeven geen boekhouding te voeren volgens de voorschriften van de artikelen 3 en 4, indien zij alle verrichtingen zonder uitstel, getrouw, volledig en naar tijdsorde inschrijven in ten minste drie dagboeken zodanig ingericht dat in bijzonderheden kunnen worden gevolgd :

1° in het eerste, de mutaties in de liquide middelen in contanten of op rekening, met omschrijving van de verrichtingen en afzonderlijke vermelding van onttrekkingen van gelden anders dan ten behoeve van hun bedrijf, alsmede de dagelijkse saldi in contanten;

2° in het tweede, de inkoop- en invoerverrichtingen en de ontvangen diensten met vermelding van het bedrag en van de wijze en de dag van betaling;

3° in het derde, de verkoop- en uitvoerverrichtingen en de geleverde diensten met vermelding van het bedrag en van de wijze en de dag van inning alsmede de onttrekkingen in natura anders dan ten behoeve van hun bedrijf.

Van de onttrekkingen bedoeld in 1° en 3° kunnen dagelijks de totale bedragen worden ingeschreven.

Het bedrag, de wijze en de dag van betaling of van inning behoeven niet te worden vermeld in de dagboeken bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, indien deze gegevens voorkomen op de inkoopfacturen of op het dubbel van de verkoopfacturen, dan wel op de volledige staten die in de vorm van een rekening leveranciers of rekening klanten worden bijgehouden.

(Het eerste lid aldus gewijzigd en het derde lid toegevoegd bij art. 4 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978.)

Art. 6. Elke boeking geschiedt aan de hand van een gedagtekend verantwoordingsstuk, waarnaar zij moet verwijzen.

Voor verrichtingen van verkoop en dienstverlening in het klein waarvoor geen factuur vereist is, kan de boeking geschieden door middel van een dagelijkse, gezamenlijke inschrijving.

De Koning stelt nadere regels betreffende de stukken ter verantwoording van de dagelijkse, gezamenlijke inschrijvingen, bedoeld in het vorige lid.

De verantwoordingsstukken worden methodisch opgeborgen en tien jaar bewaard, in origineel of in afschrift. Stukken die niet strekken tot bewijs jegens derden, worden drie jaar bewaard.

Art. 7. Elke onderneming verricht, omzichtig en te goeder trouw, ten minste eens per jaar de nodige opnemingen, verificaties, onderzoeken en waarderingen om op een door haar gekozen datum de inventaris op te maken van al haar bezittingen, vorderingen, schulden en verplichtingen van welke aard ook, die betrekking hebben op haar bedrijf, en van de eigen middelen daaraan verstrekt. Deze inventaris wordt ingericht overeenkomstig het rekeningenstelsel van de onderneming.

Nadat de rekeningen in overeenstemming zijn gebracht met de gegevens van de inventaris, worden ze samengevat en beschreven in een staat, zijnde de jaarrekening.

De jaarrekening en de inventarisstukken waarop zij steunt worden overgeschreven in een boek; de stukken die wegens hun omvang bezwaarlijk kunnen worden overgeschreven, worden in dat boek samengevat en erbij gevoegd.

De Koning kan maatstaven voor de waardering van de inventaris, alsmede de vorm en de inhoud van de jaarrekening bepalen.

De tweede zin van het eerste lid, alsmede het tweede en het vierde lid van dit artikel zijn niet van toepassing op de inventaris en de jaarrekening op te maken door de in artikel 5 bedoelde natuurlijke personen die koopman zijn, de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen.

(Het vijfde lid toegevoegd bij art. 3 van deze wet.)

Art. 8. § 1. De boeken worden per blad genummerd; ze vormen elk in hun soort een doorlopende reeks; ze dragen de vermelding van hun soort, hun plaats in de reeks en de naam, de firma of de bijzondere naam van de onderneming.

§ 2. De boeken worden op zodanige wijze gehouden dat de materiële continuïteit ervan, evenals de regelmatigheid en de onveranderlijkheid van de boekingen zijn verzekerd.

De Koning stelt nadere regels voor het houden en bewaren van de boeken. Hij kan de werkwijze voorgeschreven in artikel 4, derde en vierde lid, vervangen of toestaan dat ze, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, wordt vervangen door een andere die de materiële continuïteit van de boeken evenals de regelmatigheid en de onveranderlijkheid van de boekingen waarborgt.

(Paragraaf 1 aldus vervangen bij art. 5 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978, paragraaf 2 bij art. 4 van deze wet.)

Art. 9. § 1. De boeken worden naar tijdsorde bijgehouden, zonder enig wit vak of enige weglating. In geval van correctie moet het oorspronkelijk geschrevene leesbaar blijven.

§ 2. De ondernemingen moeten hun boeken bewaren gedurende tien jaar, te rekenen van de eerste januari van het jaar dat op de afsluiting volgt.

(Paragraaf 2 aldus gewijzigd bij art. 5 van deze wet.)

Art. 10. § 1. De Koning bepaalt de vorm en de inhoud van de balans, de resultatenrekening en de toelichting die volgens de wet moeten worden neergelegd.

§ 2. De Koning kan de ondernemingen die door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet verplicht worden tot het laten controleren en openbaar maken van hun jaarrekening en tot het opmaken en het openbaar maken van een jaarverslag en een controleverslag over de jaarrekening, verplichten zulks te doen volgens de regels, op de wijze en binnen de termijnen die Hij bepaalt. Deze bepaling is evenwel niet van toepassing op de natuurlijke personen die koopman zijn, noch op de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen waarvan alle vennoten natuurlijke personen zijn.

Ten aanzien van de openbare instellingen die onder het eerste lid vallen, kan Hij bijzondere regels stellen en voorschrijven dat de neerlegging zal geschieden binnen een door Hem te bepalen termijn, te rekenen van de datum van jaarafsluiting, ook al is de procedure van toezicht en van goedkeuring waaraan de jaarrekening in voorkomend geval onderworpen is, nog niet beëindigd. In dat geval wordt uitdrukkelijk vermeld dat de bedoelde procedure nog niet beëindigd is.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de ondernemingen bedoeld in artikel 12, § 2.

(Paragraaf 1 aldus vervangen bij art. 38, van de wet van 24 maart 1978, paragraaf 2 ingevoegd bij art. 6 van deze wet.)

Art. 11. De Koning kan :

1° de ondernemingen die Hij aanwijst, verplichten tot het opmaken, het laten controleren en het openbaar maken van een geconsolideerde jaarrekening, evenals tot het opmaken en het openbaar maken van een jaarverslag en een controleverslag over die geconsolideerde jaarrekening, volgens de regels, op de wijze en binnen de termijnen die Hij bepaalt;

2° de door Hem op grond van de artikelen 4, zesde lid, 7, vierde lid, 10 en 11, 1°, gestelde regels aanpassen en aanvullen naar gelang van de bedrijfstakken of economische sectoren;

3° voor de ondernemingen die een zekere omvang, door Hem bepaald, niet te boven gaan, de door Hem op grond van de artikelen 4, zesde lid, 7, vierde lid, 10 en 11, 1° en 2°, gestelde regels aanpassen en aanvullen, alsmede voor die ondernemingen vrijstelling geven van de toepassing van alle of bepaalde van die regels. Deze aanpassingen, aanvullingen en vrijstellingen kunnen verschillen naar gelang van het voorwerp van de bedoelde besluiten en de rechtsvorm van de onderneming.

(Aldus vervangen bij art. 7 van deze wet.)

Art. 12. § 1. De ondernemingen die voldoen aan de criteria vermeld in § 2, kunnen hun jaarrekening opmaken, aan de algemene vergadering van aandeelhouders voorleggen en openbaar maken volgens een verkort schema, dat door de Koning wordt vastgesteld.

§ 2. Het bepaalde in § 1 is van toepassing op de ondernemingen die niet meer dan één der volgende criteria overschrijden :

- jaargemiddelde van het personeelsbestand 50;
- jaaronzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, 80 miljoen frank;
- balanstotaal 40 miljoen frank;

tenzij het jaargemiddelde van het personeelsbestand meer dan 100 bedraagt.

De Koning kan de in het vorige lid vermelde cijfers wijzigen; Hij bepaalt de wijze waarop ze worden berekend.

§ 3. Wanneer een onderneming die voldoet aan de criteria van § 2, valt onder de besluiten ter uitvoering van artikel 15b, tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, en haar jaarrekening volgens het verkort schema heeft opgemaakt, moet zij aan de ondernemingsraad samen met die jaarrekening de gegevens medelen die met toepassing van § 1 zijn samengevoegd of weggelaten.

(Aldus vervangen bij art. 8 van deze wet.)

Art. 13. De koninklijke besluiten ter uitvoering van deze wet worden genomen na overleg in de Ministerraad.

De besluiten ter uitvoering van artikel 4, zesde lid, artikel 7, vierde lid, de artikelen 10, 11, 1° en 3°, en 12 worden genomen na advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

De besluiten ter uitvoering van artikel 1, eerste lid, 4° en de wijzigingsbesluiten worden genomen na advies van de organisaties die de betrokken ondernemingen vertegenwoordigen.

(Het tweede lid aldus gewijzigd en het derde lid toegevoegd bij artikel 9 van deze wet.)

Art. 14. De Koning stelt een Commissie voor Boekhoudkundige Normen in; deze heeft tot taak :

1° de Regering en het Parlement op hun verzoek of uit eigen beweging van advies te dienen;

2° door middel van adviezen en aanbevelingen bij te dragen tot de ontwikkeling van de leer van het boekhouden en de beginselen te bepalen van een regelmatige boekhouding.

Art. 15. De Minister van Economische Zaken kan in bijzondere gevallen, na een met redenen omkleed advies van de in artikel 14 vermelde Commissie, toestaan dat wordt afgeweken van de regels vastgesteld op grond van artikel 4, zesde lid, van artikel 7, vierde lid, en van de artikelen 10, 11 en 12. Deze bevoegdheid wordt op dezelfde wijze door de Minister van Middenstand uitgeoefend ten aanzien van de ondernemingen bedoeld in artikel 12, § 2. De Commissie wordt in kennis gesteld van het besluit van de Minister.

(Aldus gewijzigd bij artikel 10 van deze wet.)

Art. 16. § 1. Artikel 5 en de artikelen 10 tot 15 van deze wet, evenals de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 4, zesde lid, en van artikel 7, vierde lid, zijn niet van toepassing op kredietinstellingen waarvoor een bijzondere wet geldt, op door die instellingen erkende kredietverenigingen, op banken, op private spaarkassen, op ondernemingen die onder hoofdstuk I van de wet van 10 juni 1964 en op ondernemingen die onder het koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967 vallen.

§ 2. De artikelen 5 en 12 zijn niet van toepassing :

- 1° op de verzekeringsondernemingen en ondernemingen voor hypothecair krediet en kapitalisatie;
- 2° op de wisselagenten.

Artikel 4, zesde lid, artikel 7, vierde lid, artikel 10, § 1, artikel 11, 2°, en artikel 15 zijn niet van toepassing op de verzekeringsondernemingen die door de Koning zijn toegelaten, op grond van de wetgeving betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen.

(Het tweede lid van § 2, aldus gewijzigd bij artikel 11 van deze wet.)

Art. 17. Met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank worden gestraft de natuurlijke personen die koopman zijn en de bestuurders, zaakvoerders, directeurs en procuratiehouders van rechtspersonen, die wetens de bepalingen overtreden van de artikelen 2 en 3, eerste en derde lid, van de artikelen 4 tot 9 of van de ter uitvoering van artikel 4, zesde lid, van artikel 7, vierde lid, van artikel 8, § 2, en van de artikelen 10 en 11 genomen besluiten. Zij worden gestraft met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met geldboete van vijftig tot tienduizend frank of met één van die straffen alleen, als zij met bedrieglijk opzet hebben gehandeld.

De natuurlijke personen die koopman zijn, op wie artikel 5 van toepassing is, en de zaakvoerders, directeurs of procuratiehouders van vennootschappen waarop datzelfde artikel 5 van toepassing is, worden wegens overtreding van de bepalingen van de artikelen 5 en 7 en van die van de artikelen 6, 8 en 9, en van de besluiten ter uitvoering daarvan, in zover zij betrekking hebben op de boeken waarvan sprake is in de artikelen 5 en 7, alleen dan met de in het eerste lid gestelde straffen gestraft, wanneer de onderneming failliet is verklaard.

Met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank wordt gestraft hij die als commissaris, commissaris-revisor, revisor of onafhankelijk deskundige rekeningen, jaarrekeningen, balansen en resultatenrekeningen of geconsolideerde rekeningen, van ondernemingen attesteert of goedkeurt, terwijl niet is voldaan aan de in het eerste lid genoemde bepalingen, en hij daarvan kennis heeft of niet heeft gedaan, wat hij had moeten doen om zich te vergewissen of aan die bepalingen is voldaan. Hij wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot én jaar en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met één van die straffen alleen, als hij met bedrieglijk opzet heeft gehandeld.

Het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, is mede van toepassing op de misdrijven in dit artikel omschreven.

De ondernemingen bedoeld in artikel 1, eerste lid, zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor het betalen van de geldboeten waartoe hun bestuurders, zaakvoerders, directeurs, procuratiehouders of aangestelden krachtens dit artikel veroordeeld zijn.

(Het eerste en het vijfde lid aldus gewijzigd bij artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978, het tweede lid bij artikel 58 van de wet van 30 maart 1976; het eerste en tweede lid vervolgens gewijzigd en het derde lid vervangen bij artikel 12 van deze wet.)

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het Wetboek van Koophandel*

Art. 18. De artikelen 20 tot 24 van titel III van boek I van het Wetboek van Koophandel worden gewijzigd als volgt :

« Artikel 20. Een regelmatig gevoerde boekhouding kan door de rechter aangenomen worden om tussen kooplieden als bewijs te dienen betreffende handelsverrichtingen.

Artikel 21. Onverminderd de bijzondere wetten kan de overlegging van de volledige boekhouding van een koopman, te weten de boeken, registers en boekingsstukken, niet in rechte bevolen worden dan inzake erfopvolging, gemeenschap of verdeling van een vennootschap en in geval van faillissement.

Artikel 22. De rechter kan in de loop van een rechtsgeding, zelfs ambtshalve, de openlegging bevelen van het geheel of van een gedeelte van de boekhouding van een koopman, ten einde daaruit te nemen hetgeen het geschil betreft.

Artikel 23. Wanneer de boekhouding waarvan de openlegging wordt aangeboden, gevorderd of bevolen, zich bevindt op een plaats te ver verwijderd van de rechtbank waarbij de zaak aanhangig is, kan deze aan de rechtbank van koophandel van die plaats of aan een vrederechter ambtelijke opdracht geven om inzage van de boekhouding te nemen en een proces-verbaal van de inhoud op te maken en over te zenden.

Artikel 24. De rechter kan de eed opleggen aan de partij die aanbiedt de bewijskracht van de boekhouding van de andere partij te erkennen, wanneer deze weigert haar boekhouding open te leggen. »

Art. 19. § 1. Artikel 65 van titel V van boek I van het Wetboek van Koophandel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onverminderd de bepalingen van hoofdstuk I van de wet op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, tekenen de wisselagenten en makelaars de transacties die zij afsluiten en de orders die zij ontvangen, onmiddellijk aan in één of meer boeken of beursboekjes. »

§ 2. Artikel 66 van titel V van boek I van het Wetboek van Koophandel wordt opgeheven.

(De eerste paragraaf aldus gewijzigd bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 december 1978.)

Art. 20. In artikel 441, 2°, van het Wetboek van Koophandel worden de woorden « de registers die tot nakoming van de artikelen 8 en 9 van het Wetboek van Koophandel zijn gehouden » vervangen door de woorden « de boeken voorgeschreven in hoofdstuk I van de wet op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen ».

Art. 21. Artikel 574, 6°, van het Wetboek van Koophandel wordt opgeheven.

Art. 22. Artikel 577, 1°, van het Wetboek van Koophandel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° wanneer hij de boeken of boekingsstukken bedoeld in hoofdstuk I van de wet op de boekhouding, en de jaarrekening van de ondernemingen geheel of gedeeltelijk heeft doen verdwijnen of de inhoud ervan bedrieglijk heeft weggenomen, uitgewist of veranderd. »

HOOFDSTUK III. — *Diverse bepalingen en opheffingsbepalingen*

Art. 23. Artikel 279°, ingevoegd in het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten, door artikel 29 van de wet van 12 juli 1960, wordt aangevuld als volgt :

« 5° de processen-verbaal van nummering en visering van de koopmansboeken. »

Art. 24. Opgeheven worden :

1° de artikelen 16 tot 19 van titel III van boek I van het Wetboek van Koophandel;

2° artikel 2, § 4, vierde lid, van de wet betreffende de economische reglementering en de prijzen, gewijzigd door de wet van 30 juli 1971.

Art. 25. Deze wet treedt in werking op de eerste januari die volgt op het begin van de tweede maand nadat zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De artikelen 7, vierde lid, 10, 11, 12 tot 18 en 23 treden echter in werking één maand nadat deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

CHAPITRE III. — Dispositions diverses et transitoires

Art. 14. § 1er. En ce qui concerne les entreprises qui ne dépassent aucune des trois limites suivantes :

- moyenne annuelle de travailleurs occupés 50;
- chiffre d'affaires annuel hors taxe sur la valeur ajoutée 50 millions de francs;
- total du bilan 25 millions de francs,

les dispositions de l'arrêté pris en exécution de l'article 7, alinéa 4 et de l'article 10 de la loi précitée du 17 juillet 1975 relatives à la forme et au contenu des comptes annuels s'appliquent pour la première fois aux comptes annuels de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983 et les dispositions de l'arrêté pris en exécution de l'article 4, alinéa 6, de la même loi relatives au plan comptable minimum normalisé s'appliquent pour la première fois au début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1984.

§ 2. La date du 31 décembre 1983, prévue au § 1er, est reportée au 31 décembre 1985 pour les commerçants, personnes physiques, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple qui ne dépassent aucune des limites prévues au § 1er.

Art. 15. Les dispositions des lois, règlements et statuts particuliers aux organismes publics soumis à la loi du 17 juillet 1975 qui sont contraires ou non conformes à cette loi ou aux arrêtés pris pour son exécution cessent d'avoir effet.

Le Roi peut apporter à ces lois, règlements ou statuts les modifications nécessaires pour les mettre en concordance avec la loi du 17 juillet 1975 et ses arrêtés d'exécution.

Art. 16. A l'article 73 de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers, la deuxième phrase du premier alinéa est modifiée comme suit :

« Il peut imposer à ces entreprises l'établissement, le contrôle et la publicité de comptes consolidés, ainsi que l'établissement et la publicité de rapports de gestion et de contrôle relatifs à ces comptes consolidés, selon les règles et modalités et dans les délais qu'il détermine. »

Art. 17. § 1er. L'article 11bis de la loi du 31 mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique tel qu'introduit par l'arrêté royal n° 279 du 31 mars 1936 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11bis. Les comptes annuels de la société sont déposés au greffe du tribunal de commerce conformément aux prescriptions de l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales avec la mention selon laquelle ces comptes annuels sont soumis à une tutelle d'approbation. »

§ 2. A l'article 7 de la loi du 18 août 1907 relative aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau, tel qu'introduit par l'arrêté royal n° 279 du 31 mars 1936, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Les comptes annuels de la société sont déposés au greffe du tribunal de commerce conformément aux prescriptions de l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales avec la mention selon laquelle ces comptes annuels sont soumis à une tutelle d'approbation. »

Art. 18. A l'article 26, § 1er, de la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux dispositions fiscales et financières, les mots « l'article 12 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises » sont remplacés par les mots « l'article 12 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, tel que le texte en est établi au moment de l'entrée en vigueur du présent article ».

HOOFDSTUK III. — Diverse bepalingen en overgangsbepalingen

Art. 14. § 1. Ten aanzien van de ondernemingen die geen enkel van de volgende drie criteria overschrijden :

- jaargemiddelde van het personeelsbestand 50;
- jaaromzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, 50 miljoen frank;
- balanstotaal 25 miljoen frank,

zijn de bepalingen van het besluit ter uitvoering van de artikelen 7, vierde lid, en 10 van de bovengenoemde wet van 17 juli 1975 betreffende de vorm en de inhoud van de jaarrekening voor het eerst van toepassing op de jaarrekening over het boekjaar dat ingaat na 31 december 1983 en zijn de bepalingen van het besluit ter uitvoering van artikel 4, zesde lid, van die wet betreffende het minimum genormaliseerd rekeningenstelsel voor het eerst van toepassing bij het begin van het boekjaar dat ingaat na 31 december 1984.

§ 2. De in § 1 gestelde datum van 31 december 1983 wordt vervangen door die van 31 december 1985 voor de natuurlijke personen die koopman zijn, de vennootschappen onder firma en de gewone commanditaire vennootschappen die geen enkel van de in § 1 vermelde criteria overschrijden.

Art. 15. De bijzondere wettelijke, bestuursrechtelijke en statutaire bepalingen die toepasselijk zijn op de openbare instellingen onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 en die strijdig zijn of niet overeenstemmen met die wet of met de besluiten ter uitvoering daarvan, houden op gevolg te hebben.

De Koning kan in de wettelijke, bestuursrechtelijke en statutaire bepalingen de nodige wijzigingen aanbrengen om ze in overeenstemming te brengen met de voornoemde wet van 17 juli 1975 en de besluiten ter uitvoering daarvan.

Art. 16. In artikel 73 van de wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen wordt de tweede zin van het eerste lid als volgt gewijzigd :

« Hij kan deze ondernemingen verplichten tot het opmaken, het laten controleren en het openbaar maken van een geconsolideerde jaarrekening, evenals tot het opmaken en openbaar maken van een jaarverslag en een controleverslag over die geconsolideerde jaarrekening, volgens de regels, op de wijze en binnen de termijnen die Hij bepaalt. »

Art. 17. § 1. Artikel 11bis van de wet van 31 maart 1922 betreffende de vereniging van gemeenten in het kader van het openbaar belang, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 279 van 31 maart 1936, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11bis. De jaarrekening van de vennootschap wordt ter griffie van de rechtbank van koophandel neergelegd overeenkomstig het voorschrift van artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen onder vermelding dat deze jaarrekening onderworpen is aan een administratieve goedkeuringsprocedure. »

§ 2. In artikel 7 van de wet van 18 augustus 1907 betreffende het verenigen van gemeenten en van particulieren tot het inrichten van waterleidingen, ingevoegd door het koninklijk besluit nr. 279 van 31 maart 1936, wordt het vierde lid vervangen door de volgende bepaling :

« De jaarrekening van de vennootschap wordt neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel overeenkomstig het voorschrift van artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen met de vermelding dat deze jaarrekening onderworpen is aan een administratieve goedkeuringsprocedure. »

Art. 18. In artikel 26, § 1, van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de fiscale en financiële bepalingen worden de woorden « artikel 12 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen » vervangen door de woorden « artikel 12 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, zoals de tekst ervan is vastgesteld op het tijdstip waarop deze bepaling in werking treedt ».

CHAPITRE IV

Modifications au Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe

Art. 19. Dans l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947, l'article 27 est abrogé.

Art. 20. Dans le même arrêté, l'article 35, 4°, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° aux notaires et huissiers de justice, pour les actes qui sont annexés à leurs propres actes ou déposés en leurs mains, selon les prévisions de l'article 26, sans avoir été préalablement enregistrés; ».

Art. 21. Dans le même arrêté, l'article 39, 3°, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° les actes qui sont annexés ou déposés selon les prévisions de l'article 26, sans avoir été préalablement enregistrés, au bureau où doit être enregistré l'acte du notaire ou de l'huissier de justice; ».

Art. 22. Dans le même arrêté, l'article 42, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. Il est encouru une amende de 200 francs par les notaires et huissiers de justice, pour toute contravention à l'article 26. »

Art. 23. Dans le même arrêté, l'article 256, modifié par la loi du 14 août 1947, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 256, § 1er. En cas de dépôt tardif au greffe du tribunal de commerce, d'un document qui doit y être déposé conformément aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales, il est encouru, par mois de retard, une amende de 500 à 10 000 francs, tout mois commencé étant compté comme entier. Le montant de l'amende est fixé, dans les limites susvisées, par le Ministre des Finances ou son délégué.

» § 2. Dans les cas où aucune disposition légale ne prévoit un délai de rigueur pour le dépôt d'un document visé au § 1er, le Roi peut prescrire un délai pour le dépôt. »

Art. 24. Dans le même arrêté, l'article 257 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 257. Cette amende est due, quant aux actes publics, par le notaire instrumentant, et, quant aux actes sous seing privé, solidairement par les associés solidaires ou par les gérants, administrateurs ou liquidateurs. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1er juillet 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

Le Ministre des Classes moyennes,

L. OLIVIER

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,

J. GOL

HOOFDSTUK IV

Wijzigingen in het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten

Art. 19. Artikel 27 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947, wordt opgeheven.

Art. 20. Artikel 35, 4°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° de notariissen en gerechtsdeurwaarders, ten aanzien van de akten, overeenkomstig artikel 26 aan hun akten gehecht of in hun handen neergelegd, zonder voorafgaande registratie; ».

Art. 21. Artikel 39, 3°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° de akten die overeenkomstig artikel 26 zonder voorafgaande registratie worden aangehecht of neergelegd, ten kantore waar de akte van de notaris of de gerechtsdeurwaarder moet worden geregistreerd; ».

Art. 22. Artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 42. Voor elke overtreding van artikel 26 verbeurt de notaris of de gerechtsdeurwaarder een boete van 200 frank. »

Art. 23. Artikel 256 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 14 augustus 1947 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 256, § 1. In geval van te late neerlegging, ter griffie van de rechtbank van koophandel, van een stuk dat er moet worden neergelegd overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, wordt een boete verbeurd van 500 tot 10 000 frank per maand vertraging, waarbij elke begonnen maand voor een volle maand wordt gerekend. Het bedrag van de boete wordt binnen die perken vastgesteld door de Minister van Financiën of zijn gemachtigde.

« § 2. In de gevallen waarin voor de neerlegging van een in § 1 bedoeld stuk geen termijn is gesteld bij de wet, kan de Koning er één voorschrijven. »

Art. 24. Artikel 257 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 257. Wat de openbare akten betreft, is de boete verschuldigd door de instrumenterende notaris; wat de onderhandse akten betreft, is ze hoofdelijk verschuldigd door de hoofdelijk aansprakelijke vennoten of door de zaakvoerders, bestuurders of vereffenaars. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 juli 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

W. DE CLERCQ

De Minister van Middenstand,

L. OLIVIER

De Staatssecretaris van Middenstand,

E. KNOOPS

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,

J. GOL